

Élections législatives au Kosovo, Le point à une semaine du scrutin

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 12 décembre prochain, le Kosovo organise ses premières élections législatives depuis l'indépendance du pays (17 février 2008). 1 630 636 personnes sont appelées aux urnes dont 72 288 nouveaux électeurs, soit 4,4% du total. 29 partis politiques, dont 8 représentant les Serbes vivant dans le pays, ont été enregistrés par la Commission électorale. Le scrutin a été anticipé d'un an après l'adoption d'une motion de censure le 2 novembre. Le 27 septembre, le Président de la République Fatmir Sejdiu (Ligue démocratique, LDK) avait été contraint à la démission par un jugement de la Cour constitutionnelle qui notifiait que le Chef de l'État avait violé la Constitution en conservant le poste de président de la LDK alors qu'il occupait la plus haute fonction de l'État.

Le scrutin se distingue par le nombre de coalitions électorales qui se sont formées. Ainsi, l'Alliance pour un nouveau Kosovo dirigée par l'homme d'affaires Behxhet Pacolli, s'est alliée avec 7 partenaires dont le Parti social-démocrate (PSD) présidé par l'ancien Premier ministre (2006-2008). « Ces élections législatives seront sans précédent car elles seront organisées par le pays sans implication internationale. Le monde va nous observer et évaluer notre culture démocratique ainsi que notre maturité politique » a déclaré le Président par intérim et ancien président du Parlement, Jakup Krasniqi (PDK), qui a appelé les partis à « une campagne digne dénuée de haine et d'intolérance ». 150 observateurs du Réseau européen des organisations de surveillance des élections (ENEMO) visiteront 700 bureaux de vote. 4 800 observateurs locaux, dont de nombreux membres de l'ONG Démocratie en action, seront sur le terrain pour veiller au bon déroulement du scrutin.

Majoritaire au Parlement, le Parti démocratique, dirigé par le Premier ministre sortant Hashim Thaci, devrait arriver en tête le 12 décembre. « Je crois que le Parti démocratique, qui est la plus grosse machine politique du Kosovo et la mieux organisée, va non seulement conserver son pourcentage de suffrages recueilli en 2007 (34,3%), mais peut-être même l'accroître quelque peu, ce qui lui permettrait de passer à plus de 35% des voix » anticipe le rédacteur en chef du quotidien Koha Ditore, Agron Bajra-

mi. S'il conserve ses fonctions, le Chef du gouvernement sortant, qui espère que les Kosovars pourront bientôt circuler sans visa au sein de l'Union européenne et que son pays deviendra à moyen terme membre de l'OTAN, pourrait très vite entamer un dialogue avec la Serbie. « Hashim Thaci veut investir son image internationale et pourrait très vite démarrer les négociations pour montrer qu'il est le véritable vainqueur des élections et la personne qui compte au Kosovo » a indiqué le politologue Belul Beqaj. Le Kosovo est reconnu par 71 États dans le monde dont 22 États membres de l'Union européenne à l'exception de la Grèce, de Chypre, de l'Espagne, de la Slovaquie et de la Roumanie. Belgrade, comme Moscou ou Pékin, n'a pas de relations diplomatiques avec le nouvel État. Selon de nombreux observateurs politiques, le PDK pourrait former une coalition gouvernementale avec l'Alliance pour un nouveau Kosovo ainsi qu'avec un ou plusieurs partis serbes.

2^e parti du pays, la Ligue démocratique, parti de l'ancien Président de la République (2006-2010) Fatmir Sejdiu, dirigé par le maire de Pristina, Isa Mustafa, croit en ses chances même si elle est à la traîne dans les enquêtes d'opinion. La LDK, qui pourrait cependant regagner quelques points grâce à la popularité et au charisme de son nouveau leader, a annoncé qu'il excluait de gouverner avec le PDK. « Nous allons former un gouvernement d'hommes à la biographie limpide pour qu'ils puissent

véritablement résoudre nos problèmes » a déclaré Isa Mustafa qui, pour effrayer les électeurs, met en avant le fait que le Premier ministre sortant Hashim Thaci s'apprête à s'allier avec les Serbes du Nord du Kosovo.

De l'avis de nombreux analystes, Isa Mustafa a fait deux erreurs stratégiques : renoncer, après avoir affirmé sa volonté de définir « *un nouveau programme pour une nouvelle Ligue démocratique* », à effectuer les changements attendus dans le parti et se contenter de demi-mesures, et n'avoir pas réussi à garder Ukë Rugova, fils de l'ancien Président de la République (2002-2005) et ex-leader de la LDK, Ibrahim Rugova, au sein du parti. Après avoir échoué à trouver un accord de « *réintégration* », celui-ci l'a en effet quitté le 10 novembre dernier avec les membres du groupe Ligue démocratique-Ibrahim Rugova qu'il dirige avec Bujar Bukoshi. Ukë Rugova devrait s'allier avec l'Alliance pour l'avenir du Kosovo dont le leader est actuellement emprisonné au TPIY de La Haye. « *Nous ne sommes pas en train de nous rallier à l'Alliance pour l'avenir du Kosovo. Nous sommes la Liste Ibrahim Rugova et nous faisons partie de la Ligue démocratique. Malheureusement, nous n'avons pu trouver notre place au sein de notre parti* » a déclaré Ukë Rugova.

En dépit de la recommandation des autorités de Belgrade (celles-ci ont officiellement appelés les Serbes du Kosovo à ne pas participer au scrutin), une grande partie des partis politiques de cette communauté participeront au scrutin. Judita Popovic, députée du Parti libéral-démocrate (LDP), dirigé par Dedomir Jovanovic, a demandé aux Serbes d'exercer leur devoir de citoyen le 12 décembre. « *Par leur participation, les Serbes montreraient qu'ils sont prêts à être intégrés dans la société* ». Sreten Ivanovic, tête de liste du Ticket des Serbes unis, considère que les élections législatives constituent pour la communauté serbe l'opportunité de résoudre ses problèmes les plus importants. « *La participation des Serbes qui vivent au nord de l'Ibar aux institutions du Kosovo est une né-*

cessité si nous voulons continuer à vivre ici. Nous avons boycotté les élections locales et législatives organisées par Pristina et finalement compris que cela ne nous a rien rapporté ». En revanche, l'Assemblée de l'union des municipalités du Kosovo-Métochie (nom donné par les Serbes à la moitié sud-ouest du Kosovo) a appelé les Serbes à ne pas participer au scrutin et condamné l'initiative du Ticket des Serbes unis : « *Les Serbes ne doivent pas participer à un processus par lequel ils reconnaîtraient de fait l'indépendance du Kosovo* ». Enfin, 104 intellectuels et personnalités de Serbie ont envoyé un message aux Serbes du Kosovo pour les inciter à prendre part aux élections législatives. « *L'expérience positive de la participation aux élections locales de 2009 devrait encourager la communauté serbe à renforcer sa position d'entité politique autonome au Kosovo. Nous sommes fortement convaincus que le boycottage est néfaste à la communauté serbe du Kosovo qu'il contribue à ghettoïser* » peut-on lire dans le communiqué.

Selon les enquêtes d'opinion, le PDK devrait arriver en tête et renforcer son assise au Parlement. La LDK pourrait enregistrer un recul et perdre sa place de 2^e parti du Kosovo. En l'absence de son leader Ramush Haradinaj, l'Alliance pour l'avenir du Kosovo emmenée par Ukë Rugova est bien placée dans les sondages. 2 autres partis devraient réaliser une percée : le Mouvement pour l'autodétermination (Vetvendosje) d'Albin Kurti et Nouvel esprit (Fryma e Re), fondé et dirigé par Ilir Deda and Shpend Ahmeti, deux jeunes diplômés d'universités américaines et britanniques qui défendent un programme social et de lutte contre la corruption. Selon l'Institut international pour les études balkaniques de Ljubljana (IFIMES), ces deux partis pourraient notamment attirer les plus jeunes électeurs et les indécis.

Quel que soit le résultat, il semble que les élections législatives du 12 décembre renouvelleront en partie la scène politique du Kosovo.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.